



Il y a 150 ans la Commune de Paris

Chronologie

1870 19 juillet La France déclare la guerre à la Prusse

2 septembre Capitulation de Napoléon III à Sedan. L'empereur est fait prisonnier par l'armée prussienne.

4 septembre La république est proclamée à Marseille et à Lyon. A Paris Gambetta et Favre proclament la république au balcon de l'Hôtel de Ville et forment un gouvernement de la Défense nationale.

19 septembre Début du siège de Paris par les Prussiens

22 septembre Des délégations de la Garde nationale et du Comité central des 20 arrondissements demandent au gouvernement l'élection d'une Commune.

1871 28 janvier Signature de l'armistice à Versailles.

8 février Election de l'Assemblée nationale. Victoire des conservateurs et des monarchistes tandis que Paris vote républicain.

17 février Thiers est nommé chef de l'exécutif par l'Assemblée nationale qui siège à Bordeaux.

10 mars L'Assemblée nationale décide de siéger à Versailles plutôt qu'à Paris.

18 mars Thiers tente de faire enlever les canons de la Garde nationale. A Montmartre, l'alerte est

Pour la première fois au monde, une révolution voyait le jour grâce au peuple pour le peuple. Sa durée de vie fut courte : 72 jours, mais quelle activité! que de discussions! que d'audace! quel courage pour ces femmes, ces hommes et ces enfants qui voulaient changer le monde pour que leur vie et celles de leur descendance soit meilleure et surtout pour être libres!

L'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

Pour la première fois, tout était à inventer, à créer, à organiser face à ceux qui tiennent le pouvoir et l'argent depuis toujours et qui eux, sont organisés ! Vous pensez depuis le temps...

Alors il y eut des erreurs (militaires, stratégiques, financières, organisationnelles ...) faites en toute innocence parce qu'ils étaient empreints d'une vision romantique et qu'ils n'ont pas voulu se conduire comme ceux qu'ils combattaient. Quelle chance avaient ils contre des hommes qui ont préférés combattre les insurgés de la Commune plutôt que les Prussiens ?

Leur combat ne fut pas vain, ils ont inspiré et donné tant de courage aux peuples du monde entier. Leurs erreurs servirent de leçon à d'autres qui se battirent à leur tour, plus tard ...

Pourquoi Paris se soulève t il ?

Tout commence le 18 mars 1871 mais depuis des mois la révolution couvait dans la capitale.

La France ayant déclaré la guerre à la Prusse, les combats duraient depuis le 19 juillet 1870. La défaite française intervient le 2 septembre et le peuple de Paris envahit le Palais bourbon et proclame la République avec un gouvernement de la Défense nationale destiné à poursuivre la guerre.

Le blocus de Paris se met en place.

A l'intérieur, à côté de l'armée régulière et de la garde mobile, il y a la garde nationale. Ses membres sont recrutés et organisés par quartier, élisant ses propres chefs. Ils appartiennent à toutes les classes sociales.

Les membres du gouvernement font preuve de beaucoup d'inertie et de modération à l'égard des prussiens.

La colère gronde et lorsque ce gouvernement provisoire négocie un armistice, il y a tentative de soulèvement. Pour la première fois des français tirent sur des français. La répression suit. Le 28 janvier 71, Paris capitule : livraison des forts et des armes à l'ennemi. Les soldats chargés de faire la police conservent leurs armes et la Garde nationale aussi ainsi que ses canons (payés par souscription). Prudente, elle met ceux-ci à l'abri, à Montmartre notamment.

Les classes aisées quittent la capitale.

Des élections sont organisées, sous la pression de Bismarck, pour élire une Assemblée nationale qui devra décider de la guerre ou de la paix. Le résultat coupe la France en deux: « les ruraux » (monarchistes, réactionnaires ...) et Paris (républicains).

Le Comité central de la Garde nationale, constitué au lendemain

de l'armistice organise la protection des armes et de la population lors de l'entrée des Prussiens dans Paris.

Pendant ce temps, le gouvernement prend des mesures qui exaspèrent la population parisienne : suppression de la solde journalière des gardes nationaux, le régime du mont de piété est rétabli, fin du moratoire des dettes commerciales et part s'installer à Versailles.

Les révolutionnaires, jusque là minoritaires, vont pouvoir compter sur une majorité de Parisiens des différentes classes sociales. Quant aux forces de l'ordre, la hiérarchie n'a plus d'autorité, les soldats fraternisent avec la garde nationale.

Le décliv

Dans la nuit du 17 au 18 mars, Thiers tente de faire récupérer les canons de la Garde nationale par l'armée régulière. L'affaire étant mal préparée, au matin les canons n'ont pu être évacués faute d'attelages suffisants...

L'insurrection commence, les fédérés se regroupent autour des soldats. Ceux-ci refusent de tirer quand le général Lecomte donne l'ordre.

Lorsque Thiers apprend cette défaite, il quitte Paris et donne ordre à toutes les administrations de le suivre à Versailles.

Rien n'avait été planifié, organisé, c'était une réaction spontanée. Malgré une tentative de reprise du pouvoir le 21 mars, le Comité central reste en place et prend des mesures qui annulent celles prises par l'Assemblée de Bordeaux.

Il organise les élections d'une Commune le dimanche 26 mars: la Commune de Paris est proclamée le 28 mars 1871.

La guerre civile commence.



donnée. Des barricades sont dressées. Le gouvernement Thiers fuit à Versailles. Le Comité central de la Garde nationale s'installe à l'Hôtel de Ville.

22 mars-4 avril Série de mouvements communalistes à Lyon, Marseille, Narbonne, Toulouse, Saint Etienne, Le Creusot.

26 mars Election de la Commune de Paris officiellement proclamée le 28 mars à l'Hôtel de Ville.

2 avril Début de la guerre civile.

11 avril constitution de l'Union des femmes pour la défense de Paris et le soin aux blessés.

21-28 mai Semaine sanglante. Des dizaines de milliers de soldats et de civils sont tués par l'armée versaillaise qui reprend Paris.

27 mai Derniers combats au Père-Lachaise. 147 insurgés sont exécutés au mur des Fédérés.

29 mai Capitulation du fort de Vincennes. Les officiers sont fusillés.

7 août Début des conseils de guerre à Versailles pour juger les communards.

1872 3 mai Premiers départs des déportés pour la Nouvelle Calédonie

1873 24 juillet L'érection d'un sanctuaire à Montmartre est déclarée d'utilité publique.

1879 3 mars Loi d'amnistie partielle des communards

1880 23 mai Première commémoration au mur des Fédérés

11 juillet Loi d'amnistie pleine et entière

1881 Arrivée en France des derniers convois de déportés de Nouvelle Calédo-

La guerre civile

Thiers prend le temps de reconstituer une armée, en négociant avec Bismarck, aggravant ainsi les conditions de paix. Le blocus est en place et les liaisons postales ou de ravitaillement impossibles. La population est affamée et les enfants meurent et ce malgré les cantines municipales mises en place.

Dès le 2 avril, le gouvernement ouvrier, à peine élu, doit faire face aux premiers obus versaillais, mais jusqu'à l'offensive contre-révolutionnaire de la coalition des monarchistes et des bourgeois républicains, le 21 mai, les organismes de la Commune: le Conseil élu et ses commissions, le Comité central de la Garde nationale, les mairies d'arrondissement doivent à la fois assurer la défense militaire et répondre aux besoins sociaux et économiques de la population.

C'est à ces priorités que le gouvernement communaliste consacre les fonds qu'il parvient à débloquent à la Banque de France ainsi que les impôts qu'il lève.

Pourtant la Banque de France disposait de 3 milliards et demi en mars 1871.

La Commune n'a jamais exigé ces fonds pensant ainsi éviter les calomnies versaillaises qui présentaient les communalistes comme une bande de voleurs.

Dans cette situation extrêmement difficile, les hommes et les femmes, élus, soldats et militants de la Commune font preuve de capacités, de mobilisation et d'organisations impressionnantes.

La violence de la contre offensive versaillaise provoque un certain désarroi chez les communalistes et entraîne des divisions sur la stratégie à adopter.

Par contre, tous les décrets « sociaux » sont votés à l'unanimité, parfois après un vif débat.

Parfois le conseil en est à l'origine mais souvent ce sont les remontées des multiples lieux de discussions et de débats qui ont éclot dans Paris.

Le mandat impératif, qui oblige les élus à rendre des comptes et les rend révocables à tout instant, est mis en œuvre.

Les grandes réformes :

- Adoption du drapeau rouge, celui des « travailleurs »
- Remise générale des loyers des termes d'octobre 1870, janvier et avril 1871
- Suppression de la vente des objets déposés au Mont-de-piété
- Abolition de la conscription
- Ecole gratuite et obligatoire pour les filles et les garçons
- Séparation des Eglises et de l'Etat, suppression du budget des cultes
- Interdiction du cumul, fixation du maximum des traitements à 6000 francs par an
- Fixation des émoluments des membres de la Commune à 15 francs par jour
- Traitements des institutrices et institutrices à 2000 francs
- Suppression de la catégorie « illégitime » pour les enfants nés hors mariages et reconnaissance des unions libres
- Suppression du travail de nuit dans les boulangeries

Par manque de temps, d'autres n'ont pu voir le jour:

- Réorganisation de la justice: gratuite et rendue par des jurys élus
- Attribution des ateliers abandonnés par les patrons « déserteurs » aux associations ouvrières

Pas de révolution sans les femmes

Les femmes, tout en étant absentes du gouvernement de la Commune, furent très actives dans les clubs, les journaux ou sur les barricades. Loin du mythe de la pétroleuse, elles participèrent aux différents courants du socialisme féministe.

Des milliers de femmes jouèrent un rôle déterminant dans la Commune de Paris.

Au petit matin du 18 mars 1871, ce sont les femmes, déjà levées, qui s'interposèrent entre les troupes de Thiers et les canons de la garde nationale à Montmartre.

Faisant primer la solidarité de classe sur la loyauté nationale, elles persuadèrent les soldats de se rallier à elles.

Elles s'organisèrent notamment dans l'UNION des FEMMES qui s'imposa comme l'une des organisations les plus fédératrices et les plus efficaces de la Commune. Elle assurait une surveillance dans tous les arrondissements et organisait les soins aux blessés. Parmi les clubistes, un militantisme plus radical, populaire et farouchement anticlérical se développa. Les insurgées contestaient les hiérarchies de religion, de classe et de sexe. Elles occupèrent des fonctions traditionnellement féminines comme nourrir et soigner mais aussi, pour beaucoup, participèrent aux combats et à la défense des barricades et ce jusqu'aux derniers jours. Les communalistes qui échappèrent aux exécutions sommaires et survécurent aux batailles furent arrêtés, jugés par les militaires et emprisonnés. La plupart au couvent pour réformer leurs mœurs. Quelques unes furent déportées en Nouvelle Calédonie.

De multiples courants de féminismes socialistes irriguèrent les clubs politiques, le journalisme, l'organisation du travail, les comités de vigilance, la réforme de l'éducation et toute une série de fonctions sur le champ de bataille.



La semaine sanglante (21 –28 mai 1871)

Pour les versaillais, la Commune était une conspiration de fanatiques, d'étrangers et de criminels. Elle motive, durant la semaine sanglante, une répression implacable, au cours de laquelle l'armée régulière se livre au carnage.

Durant ces huit jours, la bataille fit rage dans les rues de Paris, d'Ouest en Est. Neuf cent barricades environ furent érigées, dont une centaine chèrement défendues.

Incapables, et d'ailleurs peu désireux de comprendre les causes sociales et politiques de la Commune, les conservateurs la rejetaient d'un bloc comme une entreprise criminelle. De plus, la participation active de nombreux réfugiés politiques de pays étrangers (italiens, allemands, hongrois et polonais) était une preuve de son manque de légitimité pour les versaillais.

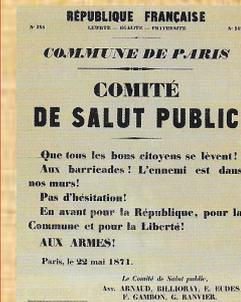
L'avenir de la France, en tant que nation constituait un troisième motif de préoccupation pour les versaillais.

Dès l'entrée dans Paris le 21 mai, les exécutions commencèrent au fur et à mesure de l'avancée dans la ville. L'épuration était préparée à l'avance, les cibles étant les étrangers et les extrémistes révolutionnaires.

Des conseils de guerre furent mis en place pour juger et faire exécuter la sentence.

La population est venue massivement défendre les barricades. Des femmes, des enfants, des vieillards pour lesquels les versaillais n'auront aucune pitié.

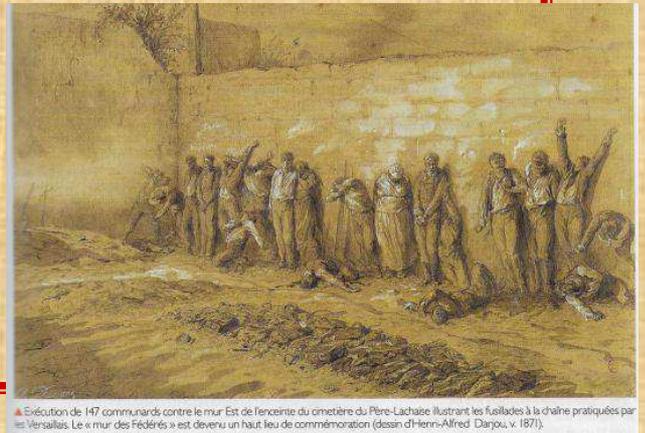
Les barricades seront reprises les unes après les autres, le nombre était en faveur des versaillais.



Les combats continueront dans les allées du cimetière du Père-Lachaise et finiront contre le mur Est par l'exécution de 147 communards.

17 000, c'est le chiffre traditionnel des estimations du nombre de fusillés durant cette semaine.

Loin d'être choqués par le massacre, beaucoup l'approuvaient, voire réclamaient plus de sévérité: la presse rapporte des violences à l'égard de prisonniers commises par des civils à Paris ou à Versailles.



L'influence internationale de La Commune de Paris

La Commune de Paris, transition entre les révolutions « romantiques » du XIX siècle et les révolutions « modernes » à venir dans le monde, particulièrement après la révolution de 1917.

Après le 4 septembre et la proclamation de la III république, la cause française devient cause républicaine. Rapidement, des milliers de volontaires internationaux viennent combattre en France au nom de la liberté des peuples (Italiens, Polonais, Espagnols, Belges, Irlandais, Grecs, Uruguayens...).

Dans le même temps, outre les tentatives provinciales, des mouvements éclatent en Algérie mais aussi dans une concession française en Chine.

Durant la période a lieu l'installation du câble transatlantique qui permet aux grandes agences de presse d'échanger et de diffuser les informations dans le monde entier.

Le même canal, permettra de décrédibiliser le mouvement et ses participants en les faisant passer pour des criminels, des fous, des dégénérés et autre « rouges ».

Mais, si la Commune restera un exemple et un modèle dans de nombreux pays pour les travailleurs, de nombreux journaux verront le jour en Amérique du sud et s'intituleront « La Communa ». Elle a laissé aussi la peur du « rouge » chez les gouvernants. En Allemagne elle sera toujours présente de 1878, lors de la création de l'Etat-Nation par Bismarck, à l'arrivée des nazis en passant par la répression contre les manifestations communistes en 1920.

En France, en 1940, l'épouvante communiste est alors la raison majeure invoquée pour mettre fin aux combats avec l'ennemi allemand: il est urgent de retourner l'appareil militaire contre l'ennemi principal. Plutôt Hitler que Blum, Marx ou Louise Michel ...

Le retour des Survivants

Lors des jugements des prisonniers: 251 furent condamnés aux travaux forcés et plus de 4 500 furent déportés vers la Nouvelle Calédonie. Beaucoup de ceux qui échappèrent aux arrestations connurent l'exil vers la Grande Bretagne, la Suisse, la Belgique voire les Etats-Unis.

Peu de femmes furent déportées mais il s'agissait des plus engagées, notamment Louise Michel.

Celle-ci, prend vite la défense des Canaques contre la spoliation coloniale.

A partir de 1874, quelques évadés dénoncent publiquement le sort réservé aux communards. Suite aux lois d'amnisties de 1879 et 1881, 3000 déportés reviennent en France, les exilés aussi, les uns après les autres.

Ces retours permettront, au travers de chansons, de poèmes, de livres de lutter contre la relégation de la commune dans le passé, voire contre son effacement, défendre les vaincus face aux accusations anti-communards, empêcher tout silence, non seulement sur le massacre, mais aussi sur une répression qui a duré plusieurs années après.



Ces survivants feront que la Commune de Paris restera gravée dans la mémoire collective de ceux qui ont continué ou qui continuent à se battre pour que les Hommes vivent libres .

Handwritten musical score for 'L'Internationale' by Eugène Pottier, with lyrics in French. The score is on aged paper with a circular stamp that reads 'MUSIQUE DE DEGEYTER' and 'Marsch'. The lyrics are: 'De-bout ! les damnés de la terre ! De-bout ! les forçats de la faim ! La raison tonne en son caractère C'est l'éruption de la fin Du pas-sé faisons ta-ble rase Foules-clave de-bout, de-bout ! Le monde va changer de ba-se Nous ne som-mes rien dey-ous tout ! C'est la lut-te fi-na-le Groupions-nous et de-main L'in-ter-na-tio-na-le Se-ra le genre hu-main ! C'est la lut-te fi-na-le Groupions-nous et de-main L'in-ter-na-tio-na-le Se-ra le genre hu-main !'

Eugène POTTIER écrit l'Internationale en juin 1871, elle n'est d'abord qu'un poème et devient chant ouvrier lorsque Pierre DEGEYTER la met en musique en 1888. Elle devient par la suite le chant révolutionnaire international le plus connu, traduit dans toutes les langues et chanté encore aujourd'hui sur des rythmes aussi divers que les peuples qui l'entonnent.



Contact: CGT Var Finances publiques, 20 place Noël Blache 83000 Toulon
Tel: 04.94.22.82.65
Mail: cgt.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr
Site : www.financespubliques.cgt.fr/83/
Facebook: CGT Finances Publiques 83